

## COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : **24508 C**

Inscrit le 17 juin 2008

---

### **Audience publique du 15 janvier 2009**

**Appel formé par  
l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg  
contre un jugement du tribunal administratif du 7 mai 2008  
(no 23529 du rôle) ayant statué sur le recours formé par la société à  
responsabilité limitée ..., ..., contre un bulletin d'établissement des  
revenus d'entreprises collectives  
en matière d'impôts**

---

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 24508C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 17 juin 2008 par Monsieur le délégué du gouvernement Claude LICK, agissant en nom et pour compte de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, sur base d'un mandat lui conféré par le ministre des Finances en date du 12 juin 2008, dirigée contre un jugement rendu par le tribunal administratif le 7 mai 2008 dans une affaire ayant opposé la société à responsabilité limitée ..., ayant son siège social à ..., représentée par ses organes sociaux en fonctions, à un bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives pour l'année 2001 émis le 31 mai 2006 par le bureau d'imposition Sociétés 2 à l'égard de la société civile immobilière ... ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 12 septembre 2008 par Maître Alain STEICHEN, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société à responsabilité limitée ... ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 16 octobre 2008 par Monsieur le délégué du gouvernement Claude LICK ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le conseiller rapporteur entendu en son rapport et Monsieur le délégué du gouvernement Claude LICK, ainsi que Maître Alain STEICHEN en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 2 décembre 2008.

-----

Au 1<sup>er</sup> janvier 1999, la société à responsabilité limitée ..., ci-après la « *société* ... », détint 510 parts sociales (sur un total de 1000 parts) de la société civile immobilière ....

Le 28 septembre 1999, la société ... céda ces 510 parts à la société anonyme ..., établie à ... au prix de 3.000.- LUF par part sociale.

Le 25 octobre 1999, la société ... céda lesdites 510 parts à la société anonyme ..., établie à ..., au prix unitaire de 91.843.- LUF.

Suivant une convention sous seing privé du 15 novembre 1999, la société ... revendit les 510 parts à la société ... au prix unitaire de 93.470.- LUF.

A travers une convention sous seing privé du 4 août 2000, la société ... vendit à la société anonyme ... 240 parts dans la société civile immobilière ... au prix unitaire de 116.670.- LUF.

Le 30 novembre 2005, le bureau d'imposition émit à l'égard de la société civile immobilière ... un bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives pour l'année 2000 à travers lequel il fixa le revenu de la société civile immobilière ... à 25.804.625.- LUF et imputa à la société ..., en sa qualité d'associé, une quote-part de 1.312.145.- LUF dans le revenu collectif et un bénéfice de cession « immeuble commercial » de 23.451.514.- LUF du chef de la cession de parts susvisée du 4 août 2000.

En date du même jour, le bureau d'imposition émit encore à l'égard de la société ... un bulletin de l'impôt sur le revenu des collectivités pour l'année 2000 lui imputant entre autres sa part de  $(1.312.145 + 23.451.514 =) 24.763.659$ .- LUF dans le bénéfice de la société civile immobilière ....

Un recours contentieux introduit le 16 mars 2007 par la société ... tendant à la réformation du bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives pour l'année 2000 du 30 novembre 2005 émis à l'égard de la société civile immobilière ... fut déclaré non fondé par jugement du tribunal administratif du 27 décembre 2007 (n° 22697 du rôle). L'appel interjeté par la société ... contre ce jugement fait l'objet d'un arrêt avant dire droit rendu en date de ce jour (n° 24022C du rôle).

A travers une autre convention sous seing privé stipulée avoir pris cours avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2001, la société ... vendit à la société ... le solde de sa participation, soit 270 parts sociales, au prix unitaire de 93.470.- LUF.

Le 31 mai 2006, le bureau d'imposition émit à l'égard de la société civile immobilière ... un bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives pour l'année 2001 à travers lequel il fixa le revenu de la société civile immobilière ... à 19.311.208.- LUF et imputa à la société ..., en sa qualité d'associé, une quote-part de 3.796.593.- LUF dans le revenu collectif et un bénéfice de cession « immeuble commercial » de 15.746.912.- LUF du chef de la cession de parts susvisée du 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Le « 17 » (sic) mai 2006, le bureau d'imposition émit à l'égard de la société ... un bulletin de l'impôt sur le revenu des collectivités pour l'année 2001 lui imputant entre autres sa part de 15.746.912.- LUF dans le bénéfice de la société civile immobilière ....

Par courrier de son mandataire du 22 août 2006, la société ... introduisit une réclamation devant le directeur de l'administration des Contributions directes contre le bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives 2001 en contestant essentiellement le montant du bénéfice de cession du chef de la cession de parts du 1<sup>er</sup> janvier 2001 lui imputé.

Restant sans réponse de la part du directeur de l'administration des Contributions directes suite à sa réclamation contre ce bulletin, la société ... saisit, le 11 octobre 2007, le tribunal administratif d'un recours tendant à la réformation du bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives pour l'année 2001 du 31 mai 2006 émis à l'égard de la société civile immobilière ....

Par jugement du 7 mai 2008, le tribunal administratif déclara ce recours de la société ... justifié et, par réformation du bulletin entrepris, « *dit qu'il y a lieu de considérer le bénéfice de cession « immeuble commercial » avant abattement au titre de LUF -15 790 197* », le tout avec renvoi de l'affaire au directeur de l'administration des Contributions directes aux fins de transmission au bureau d'imposition compétent afin que celui-ci procède à l'imposition sur cette base.

Le 17 juin 2008, l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par son ministre des Finances, a fait déposer une requête d'appel par laquelle est sollicitée la réformation du jugement du 7 mai 2008.

Le délégué du gouvernement reproche aux premiers juges d'avoir fixé un bénéfice de cession de -15.790.197.- LUF en suivant unilatéralement la méthode de calcul préconisée par la société ..., alors qu'il aurait fallu prendre en considération le bilan complémentaire ayant servi au bureau d'imposition pour calculer le résultat exact.

Il dresse ensuite deux tableaux reprenant les calculs du bureau d'imposition d'une part et de la société ... de l'autre. Ces tableaux se présentent comme suit :

Détermination du bénéfice imposable	Selon le bureau d'imposition	Selon la société ...
Prix de vente suivant acte	25 236 900	25 236 900
Actif circulant	-897489	-897489
Provisions	605 610	605 610
Dettes banques	2 581 175	2 581 175
Fournisseurs	89 357	89 357
Autres dettes	5 027 517	5 027 517
SOUS-TOTAL	32 643 066	32 643 066
C/c associé ...	-9 876 271	-9 876 271

Quote-part bénéfice commercial	22 766 797	22 766 797
27% valeur comptable des immeubles	-8 477 906	-8 477 906
Bilan complémentaire ...	1 728 021 (sic)	-25 051 551
Bénéfice de cession « immeuble commercial » avant abattement	16 016 912 (sic)	-15 790 197 (sic)

Le délégué relève que la seule différence entre les deux calculs se situerait au niveau du montant à mettre en compte au titre du bilan complémentaire, étant donné que dans ses calculs, la société ... se baserait sur un solde de son bilan complémentaire de 47.319.596.- LUF pour la totalité des 510 parts acquises par elle en date du 15 novembre 1999, pour dégager un bénéfice de cession de 25.051.551.- LUF lors de la cession litigieuse des 270 parts sociales, alors que le bureau d'imposition se baserait sur un solde du bilan complémentaire de - 3.264.039.- LUF, pour dégager un bénéfice de cession de -1.728.021.- LUF lors de la vente des 270 parts.

Il précise que le montant du bilan complémentaire de la société acquéreuse des parts sociales correspondrait au montant du bénéfice de cession (avant déduction de l'abattement commercial) réalisé par la société venderesse de ces parts et, d'autre part, que le bénéfice de cession se dégage en diminuant le prix de vente de l'actif net et du bilan complémentaire.

Il ajoute que lors du calcul du bénéfice de cession de la société ... (société venderesse des parts à la société ...), le bureau d'imposition aurait porté en déduction le solde du bilan complémentaire, soit 50.583.635.- LUF, ce qui aurait fait ressortir une perte de cession de -3.264.039.- LUF, montant qui correspondrait au bilan complémentaire qui est à mettre en compte auprès de la société ....

Il est insisté sur ce que dans ses calculs, la société ... n'aurait pas pris en considération le fait que la société ... avait un bilan complémentaire de 50.583.635.- LUF lors de la vente des parts à ..., d'une part, et que le solde du bénéfice de

cession calculé par la société ..., soit -15.790.197.- LUF serait mathématiquement inexact, alors qu'il devrait s'élever à -10.762.660.- LUF (22.766.797 – 8.477.906 – 25.051.551), d'autre part.

Le représentant étatique fait remarquer encore que la société ... aurait fait un calcul de la valeur de marché de l'immeuble de la société civile immobilière sur base du prix payé par elle en date du 15 novembre 1999 (93.470 LUF/part sociale) et que d'après ce calcul, l'actif immobilisé serait de 116.076.693 LUF :

Valeur 100% parts	LUF 93.470.000
Actif circulant	LUF -428.276
Dettes tiers	LUF 23.034.969
Actif immobilisé	LUF 116.076.693.

Or, en effectuant le même calcul sur base du prix obtenu payé par elle en date du 28 septembre 1999 (vente de 510 parts par ... à ... au prix de 3.000 LUF/part), l'actif immobilisé serait de seulement 25.606.693.- LUF:

Valeur 100% parts (1.000 x 3.000)	LUF 3.000.000
Actif circulant	LUF -428.276
Dettes tiers	LUF 23.034.969
Actif immobilisé	LUF 25.606.693.

L'analyse de ces deux valeurs de l'immeuble ferait apparaître une variation de 90.470.000.- LUF sur un délai de deux mois seulement, état des choses que les responsables de la société ... resteraient en défaut d'expliquer, de même qu'ils n'expliqueraient pas la grande variation des prix payés lors des multiples ventes qui se sont réalisées durant l'année 1999.

Enfin, pour le cas où la Cour arriverait à la conclusion « *que le calcul de ... devrait l'emporter sur celui effectué par le bureau d'imposition, il y a lieu de nommer un expert avec la mission de déterminer pour l'année 2001 le bénéfice de cession « immeuble commercial » avant abattement de ...* ».

La société ... fait répondre que la démonstration du délégué du gouvernement tendant à faire dégager que la valorisation de l'immeuble opérée indirectement par les parties dans le cadre de la fixation du prix de cession des parts de la société civile immobilière ... ne correspondrait pas aux prix du marché ne saurait être validée car elle se heurterait au principe de l'annualité de l'impôt consacré à l'article 100 de la Constitution ainsi qu'à l'article 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, en abrégé « LIR ». Ce principe implique que chaque année civile correspond à une année d'imposition (art. 1<sup>er</sup> al. 2 LIR). En effet, il découlerait de ce principe que les différends éventuels ayant trait aux opérations intervenues durant une année d'imposition déterminée sont à régler dans le cadre du bulletin d'imposition de l'année en question.

L'intimée relève encore qu'elle ne possédait plus aucune part sociale dans la société civile immobilière ... « *au 14 novembre 1999, avant l'achat de 510 parts le 15 novembre 1999* », de sorte que tout résultat, commercial ou fiscal, constaté en 2000 et en 2001 sur la cession des parts sociales de la société civile immobilière ... ne pourrait dès lors être établi que par rapport au prix d'acquisition de ses parts payé par elle le 15 novembre 1999.

L'intimée s'oppose ensuite à la nomination d'un expert avec la mission préconisée par l'Etat appelant.

Dans ce contexte, elle estime que si la demande visait à voir confier à l'expert la mission d'interprétation du concept de bilan complémentaire, cette mission incomberait au seul juge de l'impôt, d'un côté, et si ladite demande était à comprendre en ce sens que l'expert aurait pour mission d'évaluer l'immeuble commercial aux fins de détermination des coûts d'acquisition au bilan fiscal, des prix de cession des parts sociales de la S.C.I., ou des deux, cette demande serait pareillement non fondée, au motif que ni « *le bureau d'imposition, ni le délégué du gouvernement en 1<sup>ère</sup> instance, n'ont à aucun moment contesté les valeurs mises en compte par les parties lors de l'achat et de la vente des parts sociales de la S.C. Le seul différend qui ait opposé à ce jour le bureau d'imposition et le ... est une difficulté d'application de la technique du bilan complémentaire à chiffres non contestés par ailleurs, ni de part, ni d'autre* ».

Ensuite, l'intimée fait soutenir que l'analyse du délégué du gouvernement perpétuerait l'erreur déjà commise par le bureau d'imposition à l'occasion de l'émission du bulletin d'établissement, au motif que le montant du bilan complémentaire ne correspondrait aucunement à la plus- ou moins-value réalisée par le cédant à l'occasion de la cession des parts de la société civile immobilière ..., mais uniquement au coût d'achat de ces parts pour elle-même, dans la mesure où il excède l'actif net comptable de la société civile immobilière ....

L'intimée soutient et entend démontrer que l'analyse du délégué du gouvernement serait erronée et méconnaîtrait le mécanisme du bilan complémentaire, dont l'établissement est requis en cas de cession de parts d'une société de personnes.

Elle entend expliquer son point de vue à travers un exemple, tablant sur ce qu'elle-même (à raison de 51%), ensemble avec la société ... (à raison de 49%) constituent une société civile avec un capital de 100, somme que la société civile utilise pour acheter un immeuble et une vente de parts par elle-même au prix de 70 à un tiers (« ... »).

Ainsi, force serait de constater que ce tiers acquiert de ce fait 51% du capital social de la société civile au prix de 70, ce coût d'achat des parts sociales étant à répartir entre les différents éléments de l'actif net investi ; que dans la mesure où la société civile ne possède qu'un immeuble, il s'ensuivrait que le coût d'achat fiscal de

l'immeuble, pour la partie attribuable à ..., s'élèverait à 70 ; que dès lors que le bilan commercial ne renseignerait qu'une valeur de 51 pour la part de l'immeuble indirectement détenu par le tiers, ... devrait pouvoir mettre en compte le complément au prix effectivement payé par lui, soit 19, au titre de coût d'achat de l'immeuble, ce complément, figurant au bilan complémentaire de ..., permettant de s'assurer que ..., en cas de cession ultérieure de sa participation à un deuxième tiers (« ... »), par exemple pour un montant de 80, sera imposé sur la plus-value réelle qu'il réalisera (celle-ci étant de  $80 - 70$  (soit  $51 + 19$ ) = 10).

Au contraire, dans la logique du bureau d'imposition, ... ferait figurer dans son bilan complémentaire le chiffre de 10, c.-à-d. le montant correspondant à la plus-value réalisée par .... Autrement dit, ... aurait un coût d'achat de l'immeuble égal à  $51 + 10 = 61$ , alors qu'il a effectivement déboursé 80. En réalité, le bilan complémentaire de ... devrait s'établir à 29, soit à la différence entre le prix payé pour l'immeuble (via le prix d'acquisition des parts sociales) et le prorata de la valeur comptable de cet immeuble dans les livres de la société de personnes correspondant aux parts sociales acquises par ... ( $29 = 80 - 51$ ).

Appliquant ce raisonnement dans le cadre du présent litige, l'intimée entend voir dresser le bilan complémentaire comme suit :

- le prorata d'actif net comptable de la société civile immobilière ... au moment de l'acquisition des 510 parts sociales acquises le 15 novembre 1999 serait de 350.104.- LUF, ce montant incluant un prorata d'actif immobilisé de  $510/1.000 \times 33.742.117 = 17.208.479$ .- LUF ;

- le prix payé par la société ... pour ces 510 parts serait de 47.669.700.- LUF (=  $510 \text{ parts} \times 93.470$ .- LUF), ce qui correspond à un montant de 59.199.113.- LUF (=  $510/1\ 000 \times 116.076.693$ ) pour la partie de l'immeuble auquel ces 510 parts donnent droit ;

- le bilan complémentaire pour ces 510 parts sociales s'élèverait de ce fait à  $47.669.700 - 350.104 = 47.319.596$ , soit 25.051.551.- LUF pour 270 parts sociales.

Sur base de ce bilan complémentaire, son résultat imposable en raison de la vente de ses 270 parts sociales se déterminerait partant comme suit :

Prix de vente $93.470 \times 270 =$	25.236.900
+ Ajustements en relation avec les postes comptables différents de l'immeuble (provisions : 2 243 000 + dettes bancaires : 9 559 906 + fournisseurs : 330.951 + Autres dettes : 18.620.433 – actif circulant : $3.324.037 \times 270/1000$ — Ajustement en relation avec le compte courant associé (montant du compte courant ...	7.406.168

repris dans les autres dettes)	- 9.876.271
— Valeur comptable de l'immeuble (270/1000 x 31 399 726)	- 8 477 926
— Bilan complémentaire :	- 25.051.551
	-----
= Bénéfice de cession (LUF)	= - 10.762.680

Sur ce, l'intimée admet encore que le calcul du bénéfice de cession, tel qu'elle l'a « *soumis avec la requête du 11 octobre 2007* » aurait effectivement comporté une erreur de calcul et qu'il devrait s'élever à —10.762.680.- LUF au lieu de —15.790.197.- LUF.

Dans sa réplique le délégué du gouvernement, admettant qu'il ne saurait être porté atteinte au principe de l'annualité de l'impôt, relève que dans le cadre de la détermination d'un bénéfice commercial, il conviendrait cependant de ne pas négliger le principe de la continuité entre exercices, tel qu'il se dégagerait de l'article 18, alinéa (2) LIR, appelé à s'appliquer en l'espèce aux bilans complémentaires dressés dans le chef de la société ....

C'est ainsi que les montants du bilan complémentaire de la société ..., à base de l'établissement fiscal du bénéfice de cession incriminé, tiendraient compte d'une série de cessions de parts antérieures en relation avec la société civile immobilière ... et le solde négatif (-3.264.039 LUF) du bilan complémentaire dégagé par le bureau d'imposition s'expliquant par les prix de cession « *tout à fait « particuliers » négociés entre les sociétés du groupe ... elles-mêmes au courant des années 1999, 2000 et 2001 : 3.000 LUF/part le 28 septembre 1999, 91.843 LUF/part le 25 octobre 1999, 117.000 LUF/part le 29 octobre 1999, 93.470 LUF/part le 15 novembre 1999, 116.670 LUF/part le 4 août 2000 et 93.470 LUF/part le 19 novembre 2001 (avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2001)* ».

L'appel est recevable pour avoir encore été introduit dans les formes et délai de la loi.

En vertu de l'article 15 (1) n° 4 LIR, dans sa version applicable à l'année d'imposition 2001, le bénéfice commercial, défini par l'article 14 LIR, comprend aussi le bénéfice réalisé à l'occasion de « *la cession à titre onéreux de sa participation ou d'une fraction de celle-ci par le coexploitant ou l'associé d'une des entreprises visées à l'article 14 n° 2* ».

L'intimée revêtant la forme d'une société commerciale, en l'occurrence celle de société à responsabilité limitée, soumise à l'impôt sur le revenu des collectivités, les résultats dégagés lors d'une opération de cession de sa participation dans la société civile immobilière ... et lui imputés doivent être intégrés dans son bénéfice soumis à l'impôt sur le revenu des collectivités.



C'est à bon escient que les parties en cause se rejoignent pour voir retenir que conformément à la théorie du faisceau des bilans (« *Bilanzbündeltheorie* »), précisée par l'article 57 LIR, qui dispose qu'« *à l'exclusion des dispositions visant expressément les exploitants individuels, les dispositions de la présente sous-section s'appliquent aux coexploitants d'une entreprise commerciale collective [dont ceux d'une société civile], comme si chaque coexploitant exploitait individuellement* », l'associé d'une société de personnes est fiscalement censé avoir exploité lui-même directement l'activité exercée par la société de personnes, de manière que l'exploitation lui ainsi imputée comprend non seulement les éléments du bilan de la société transparente, mais également les éléments de l'actif et du passif faisant partie de l'actif investi de l'associé mais servant à l'activité de la société transparente et en raison desquels un bilan fiscal complémentaire dans le chef de cet associé doit être établi dans ce cas.

Les modalités de la détermination du bénéfice de cession sont fixées par l'article 55 LIR.

Aux termes de l'article 55 (1) LIR, « *le bénéfice de cession (...) visé à l'article 15 est constitué par l'excédent de la valeur actuelle du prix de cession, préalablement augmentée de la valeur estimée de réalisation des biens investis qui, à l'époque de la cession ou de la cessation, sont transférés au patrimoine privé de l'exploitant, sur la somme des frais de cession (...) et de la valeur de l'actif net investi à ladite époque. Cette dernière valeur est celle établie pour la détermination du bénéfice courant d'exploitation conformément aux prescriptions régissant l'évaluation en fin d'exercice.* »

En présence d'un associé d'une entreprise collective fiscalement transparente, il y a lieu à application combinée des dispositions des articles 15 (1) n° 4 et 57 LIR, de sorte que l'actif net investi de l'exploitation lui imputée comprend l'actif net investi propre à l'entreprise collective, d'un côté, auquel il convient d'ajouter les éléments, positifs ou négatifs, du bilan complémentaire propre à l'associé, d'un autre côté. Ainsi, les éléments de l'actif et du passif de ce bilan complémentaire doivent être pris en compte pour la fixation de la valeur de l'actif net investi visé par l'article 55 LIR.

Il s'ensuit que le bénéfice de cession réalisé par l'intimée lors de la cession de 270 parts de la société civile immobilière ... doit être déterminé en tenant compte du prix de cession de l'actif net investi et des éléments du bilan complémentaire de l'intimée.

Si les parties à l'instance d'appel s'accordent sur ces principes, elles sont en désaccord sur le montant à mettre en compte au titre du bilan complémentaire de la société ..., l'Etat appelant faisant état d'un montant de -1.728.021.- LUF (bien qu'il soit également par endroits question d'un montant positif de 1.728.021.- LUF !), tandis qu'un montant de -25.051.551.- LUF a été mis en compte par la partie intimée.

Force est de constater qu'en l'absence de prise de position circonstanciée afférente de la part de la partie publique, les premiers juges ont pu estimer que la société ..., actuelle intimée, avait fourni, à l'appui de sa contestation du montant du bénéfice de cession dégagé par le bureau d'imposition, des explications circonstanciées et plausibles en ce qui concerne les méthodes de calcul par elles retenues (les calculs de la société ..., que les premiers juges avaient également entérinés, apparaissant quant à eux erronés, tel que l'admet d'ailleurs expressément la société ...).

Force est cependant encore de constater que contrairement à la première instance, la partie publique fournit des éléments de fait et explications au sujet de ses calculs du bénéfice de cession attribué à la société ... et, plus particulièrement, au sujet du solde du bilan complémentaire de la société ..., étant relevé que les variations dans les prix des parts sociales de la société civile immobilière ... stipulés suivant des laps de temps rapprochés entre des sociétés d'un même groupe apparaissent *a priori* étonnantes et ne sont pas explicitées par la partie intimée.

Or, l'opposition de valeurs (-1.728.021.- LUF selon l'Etat et -25.051.551.- LUF selon la société ...) au niveau du solde du bilan complémentaire de la société ..., c'est-à-dire l'opposition des parties en cause au niveau d'une valeur comptable requise pour la détermination du bénéfice ou de la perte de cession réalisé par la société ... lors de la cession par elle en 2001 de 270 parts sociales de la société civile immobilière ... soulève une question de fait qui doit être résolue préalablement.

A cette fin, avant tout autre progrès en cause, la Cour estime nécessaire d'ordonner une consultation, mesure d'ailleurs sollicitée par la partie étatique, afin d'être fixée sur la valeur à mettre en compte au titre du solde, positif ou négatif, du bilan complémentaire de la société ....

C'est à tort que l'intimée entend s'opposer à pareille mesure visant à voir clarifier une question de fait, qui n'a point été nouvellement portée en discussion, mais qui fait partie des opérations d'imposition, étant relevé que le bulletin litigieux table essentiellement sur le bilan complémentaire de la société ..., dressé par le bureau d'imposition, dont les valeurs sont, indirectement, mais nécessairement, contestées depuis lors par la société ....

**Par ces motifs,**

la Cour, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

reçoit l'appel en la forme ;

avant tout autre progrès en cause, tous autres droits et moyens des parties étant réservés, nomme consultant :

....

avec la mission de dresser, selon les règles comptables applicables à l'année en question, le bilan complémentaire de la société ... et d'en dégager le solde, positif ou négatif, à mettre en compte pour la détermination du bénéfice ou de la perte de cession réalisé lors de la cession en 2001 de 270 parts sociales de la société civile immobilière ...,

dit que le consultant aura communication des pièces transmises à la Cour par les parties en cause et de l'ensemble du dossier fiscal et qu'il pourra s'entourer de tierces personnes dans le cadre de l'accomplissement de sa mission ;

invite le consultant à remettre son rapport pour le 15 avril 2009 au plus tard, et à solliciter un report de cette date au cas où il n'arriverait pas à remettre son rapport dans le délai lui imparti,

dit qu'en cas de refus ou d'impossibilité d'accepter la mission l'expert désigné sera remplacé à la requête de la partie la plus diligente par simple ordonnance du président de la Cour ou du magistrat qui le remplacera, l'autre partie dûment convoquée ;

ordonne à la partie appelante de consigner la somme de 1.250.- € (mille deux cents cinquante euros) à titre d'avance sur les frais et honoraires du consultant à la Caisse des Consignations et d'en justifier à la Cour, faute de quoi l'affaire sera réappelée à l'audience pour y voir statuer à nouveau,

dit qu'en cas de dépassement de la provision ainsi fixée, en cours d'exécution de la mesure d'expertise ordonnée, il appartiendra à l'expert de s'adresser à la Cour en vue de la fixation d'une provision supplémentaire à consigner par la partie appelante, au vu des justificatifs de ses dépenses et honoraires encourus ou à encourir dans le cadre de l'accomplissement de sa mission,

réserve les frais,

fixe l'affaire au rôle général.

Ainsi délibéré et jugé par :

Georges RAVARANI, président,

Francis DELAPORTE, vice-président,  
Henri CAMPILL, premier conseiller,

et lu par le président en l'audience publique au local ordinaire des audiences de la  
Cour à la date indiquée en tête en présence du greffier en chef de la Cour Erny  
MAY.

s.MAY

s.RAVARANI

Reproduction certifiée conforme à l'original  
Luxembourg, le 15 janvier 2009  
Le greffier de la Cour administrative